

Numéro	Objet	Date	Nomenclature
059/2023	Modification du tableau des effectifs	27/06/2023	4.1. Personnel titulaires et stagiaires de la FPT

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

-----

## Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

Conseillers en exercice : **27**  
 Présents : **22**  
 Procurations : **4**  
 Votes : **26**

L'an deux mil vingt-trois, le **vingt-sept juin**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf heures, Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.

Date de la convocation : **21 juin 2023**

**OBJET : Modification du tableau des effectifs**

Étaient présents les Conseillers Municipaux : GAVANON Michel, TROUSSEL Marc, POURTIER Yvette, DELAIR Patrick, PANCIN Pierre, NIETO Corinne, ROSELLO Louis, AMAT Bruno, BOUCHET Aurélien, ROSSI Yannick, SALINAS Bérangère, BARAT Michel, REY Nathalie, AMIARD Ludivine, GEORGES Delphine, KAPPES Vincent, MOUSSY Éric, JULLIAN Madeleine, DELABRE Éric, PERRIN Christine, HOUDIN Florence, LIBOUREL Vincent.

Résultat du vote :

Pour : **26**  
 Contre : **0**  
 Abstentions : **0**

Absents excusés et représentés : MISTRAL Christiane représentée par TROUSSEL Marc, FRESQUET Véronique représentée par BARAT Michel, CHAUVIN Kenny représentée par NIETO Corinne, GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène représentée par DELABRE Éric.

Absents excusés : OWEDYK Corinne.

Afin de prendre en compte les mouvements de personnels, avancements de grade et promotions internes intervenus, il est proposé d'actualiser le tableau des effectifs comme suit :

Emplois permanents titulaires :

- **Création** d'un poste d'adjoint administratif à temps complet à compter du 29/06/2023 pour permettre le recrutement de la candidate retenue au poste de responsable état civil/élections ;
- **Suppression** d'un poste d'attaché à temps complet non pourvu depuis le 01/07/2021
- **Suppression** d'un poste d'adjoint technique à temps non complet de 30 h en raison de l'affectation de l'agent sur un poste à temps complet le 01/04/2023
- **Suppression** d'un poste d'adjoint technique à temps non complet de 27.29 h non pourvu depuis le 01/09/2022 en raison d'une mutation interne
- **Suppression** d'un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe à temps non complet de 23h30 en raison de l'avancement de grade du titulaire du poste le 01/05/2023
- **Suppression** d'un poste d'adjoint technique 1ère classe à temps complet en raison de la promotion interne au grade d'agent de maîtrise du titulaire du poste
- **Suppression** de deux postes d'ATSEM principal 2ème classe à la suite de l'avancement au grade d'ATSEM principal 1ère classe des agents concernés le 01/04/2023 et le 01/05/2023
- **Suppression** d'un poste de brigadier de police municipale non pourvu depuis la nomination du titulaire du poste au grade de brigadier-chef principal

Emploi permanent contractuel :

- **Suppression** d'un poste d'agent de surveillance des voies publiques à temps non complet de 2h en raison de la fin du contrat à durée déterminée

Emplois non permanents contractuels :

- **Suppression** d'un poste d'adjoint technique pour accroissement d'activité à temps non complet de 30 h non pourvu depuis la nomination stagiaire de l'agent le 01/01/2022
- **Augmentation** de la durée d'un poste d'adjoint technique à temps non complet de 4.7 à 9.4 heures en raison de la réorganisation des services scolaires

Contrat de projet :

- **Création** d'un poste d'adjoint technique à temps non complet de 12 heures hebdomadaires pour la valorisation du site du parc des poètes

Emplois aidés :

- **Suppression** d'un poste d'adjoint technique en contrat d'accompagnement dans l'emploi de 35 h non pourvu depuis le 01/10/2022 en raison de la nomination stagiaire de l'agent
- **Création** d'un poste d'adjoint technique en contrat d'accompagnement dans l'emploi d'une durée de 32.04 h pour permettre le renforcement des équipes des écoles et du restaurant scolaire
- **Suppression** d'un poste de technicien à temps complet en raison de la fin de l'éligibilité de l'agent au dispositif à compter du 01/03/2023

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;**

**Vu Le Code Général de la Fonction Publique**, entré en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2022 et qui remplace la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

**Le Conseil Municipal, à l'Unanimité, décide de :**

**Approuver** les modifications du tableau des effectifs ci-joint : pièce jointe n°12, et ce, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2023 ;

**Autoriser** les recrutements correspondants ;

**Préciser** que les crédits nécessaires seront modifiés en conséquence ;

**Dire** que la présente délibération sera transmise au Centre de Gestion des Bouches-du-Rhône ;

**Autoriser M. Le Maire ou son 1<sup>er</sup> Adjoint à signer** tous documents s'y affèrent.

**Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.**

*Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité.*



**Michel GAVANON**

*U. GAVANON*

**Maire d'Eyragues**

*Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité.*

*Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisi sur l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :*

- *date de sa réception par le représentant de l'Etat ;*
- *date de sa publication.*

*Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :*

- *à compter de la notification de la réponse de la Commune ;*
- *deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.*